

Ségolène Royal en remet une couche

La présidente PS de Poitou-Charentes Ségolène Royal a accusé hier le gouvernement de «*racket*» pour le financement de la ligne à grande vitesse (LGV) Sud Europe Atlantique, en réponse à l'UMP qui lui avait reproché un ton «*injurieux*» à l'égard du Premier ministre. Dans un communiqué, l'ex-candidate à la présidentielle «*tient à rassurer l'UMP sur sa raison et sur sa détermination*», alors que le parti majoritaire l'a appelée à «*la raison*». Ségolène Royal avait dénoncé mardi, dans une lettre à François Fillon, un «*chantage immoral*» et «*l'irresponsabilité*» du gouvernement à propos d'une demande gouvernementale de participation des collectivités au financement de la ligne qui doit traverser la région. Hier, elle a renchéri: «*Aucun chef de gouvernement n'a par le passé, comme vient de le faire M. Fillon, menacé une région de ne pas desservir des villes par un TGV si elle ne participait pas aux financements*». «*Comment s'appelle une menace pour obtenir des financements, en l'occurrence à hauteur de 100 millions d'euros? Cela s'appelle du racket.*» La présidente de Poitou-Charentes a rendu publique dans la foulée une lettre de François Fillon datée du 27 juillet dans laquelle le Premier ministre avertit qu'en l'absence d'«*engagements*» de la Région, certains «*raccordements*» pourraient être reportés.